

Arguments pour la lutte sociale n° 46

du 22 mai 2016

NOUS POUVONS GAGNER

La volonté du 19 mai.

Volonté de combat, volonté de gagner, tel est le bilan politique, à la base, de la semaine du 17 au 20 mai. Que d'obstacles, pourtant, entre répression et passage en force au sommet de l'État et absence des mesures nécessaires pour gagner rapidement dans les sommets confédéraux.

Une fois de plus, des centaines de milliers ont répondu à l'appel et, après un fléchissement mardi, une sorte de concentration et d'économie spontanée des forces, ils ont réalisé de puissantes manifestations, déterminées, souvent festives, autour du mot d'ordre de retrait, par centaines de milliers le jeudi 19. En bas, on ne craint pas de faire tomber ce gouvernement, bien au contraire.

En interaction avec ces manifestations les grèves de routiers et dans les raffineries ont commencé. Jeudi 19 au matin, l'agent provocateur en chef Manuel Valls proférait un gros mensonge - les heures supp' des routiers ne devraient pas baisser suite à la loi El Khomri ! - et une menace : celle de l'intervention armée pour débloquer les raffineries et dépôts de carburants.

La grève dans les raffineries.

Mais pour cela, il va avoir un problème. Les blocages de raffineries et de dépôts ne sont pas que le fait de groupes de militants et de travailleurs d'autres secteurs. Les travailleurs du pétrole et de la chimie sont en train de voter la grève dans les principaux centres.

La poussée vient d'en bas comme le montre sa géographie : c'est l'arc Atlantique, le grand ouest, celui des grèves bretonnes de 2013.

Vendredi soir Valls a fait intervenir les forces « de l'ordre » à Vern-sur-Seiche en Ille-et-Villaine et dans le port de Lorient, où les affrontements ont été importants, et au terminal Rubis du Grand-Quevilly, près de Rouen. Mais au même moment, les salariés de la grande raffinerie Total de Feyzin, au Sud de Lyon, votaient la grève et mettaient en route le processus d'arrêt des installations.

Même décision collective à la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher, près du Havre où les dockers et de nombreuses entreprises privées portent l'ordre et la masse des grandes manifestations populaires. Suite à quoi, à Notre-Dame de Gravéchon, dans la zone industrielle de Port-Jérôme également près du Havre, l'intersyndicale CGT-FO a décidé le blocage de la raffinerie Exxon-Mobil. 300 salariés de la raffinerie Total de Donges, près de Nantes, votent l'arrêt à partir du samedi matin et au moins jusqu'au 27

mai. L'union locale CGT appelle à la grève les entreprises STX, Selia, Man Diesel, Sides, pour le mardi 24 mai en rappelant le mot-d'ordre : retrait total et immédiat de la loi El Khomri. Blocage encore, voté par le personnel à la raffinerie total de Grandpuis-Bailly-Carrois (Seine-et-Marne).

La réponse à Valls, c'est cela, et c'est la solidarité de la masse des salariés et de la jeunesse. C'est bien toujours le spectre de la grève générale qui domine dans le pays : évitée faute de mot-d'ordre centraux fin mars puis fin avril, il revient avec les routiers et les raffineries et la solidarité avec eux. Se pose donc une fois de plus la question du « timing ».

La question politique du timing syndical national.

L'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF-UNL-Fidl, au soir du jeudi 19 mai, a publié un communiqué saluant la mobilisation de ce jour et appelant à « *une nouvelle journée de manifestation le 26 mai* » et une manifestation nationale le 14 juin au début des débats au Sénat. Une manifestation nationale (demandée par la CGT Goodyear lors du congrès confédéral CGT) aurait déjà été possible, en relation avec une grève totale. De tels délais donne en fait un gage au gouvernement : d'ici là nous ne voulons pas en avoir fini avec vous, lui disent les dirigeants confédéraux.

La navette Sénat-Assemblée conduit à fin juillet, comme par hasard les mêmes délais que l'état d'urgence soi-disant anti-Daesh qui vient à nouveau d'être voté par l'Assemblée. Il est évident, depuis le début, depuis le 9 mars, que le calendrier de l'action prolétarienne ne peut pas s'aligner sur celui des institutions de la V^e République.

L'urgence de l'heure serait d'aider les travailleurs des raffineries et les routiers, impliqués dans une âpre bataille politique et humaine, contre leurs patrons, contre les forces dites de l'ordre, contre la CFDT bien présente dans ces secteurs et dont bien des militants basculent vers la grève, les aider en portant la solidarité avec eux au cœur et en tête des manifestations, et par l'organisation efficace des blocages.

Une direction syndicale dans une boîte sait, lorsque vient l'heure de l'action, comment ne pas se disperser et quels points cibler. Les initiatives de la base et des structures syndicales locales montrent qu'elles cherchent à répondre à ce besoin, comme on l'a vu à Notre-Dame de Gravenchon. Mais nos grands dirigeants confédéraux, lorsque vient l'heure de l'action, eux, laissent la dispersion persister, et deviennent soudain de grands démocrates pour qui tout dépend des initiatives locales ...

Dans ces conditions il n'est pas étonnant qu'on perçoive des signes d'hésitation du côté des fédérations de branche qui ont pris l'initiative cette semaine faute de mot-d'ordre central, que ce soit FO Transports et Logistique qui appelle à refaire des AG pour reconduire ou non, ou la CGT-Pétrole dont le secrétaire Emmanuel Lépine déclare que le but n'est pas la pénurie, mais le retrait de la loi, alors que la grève ne peut avoir d'autre objectif que la menace de pénurie réelle pour imposer, justement, le retrait de la loi El Khomri.

Tout se passe comme si nos grands et valeureux dirigeants confédéraux qui ont déjà eu deux ou trois fois en deux mois l'occasion d'avoir peur de gagner, ne savaient comment finir de fatiguer une lame de fond qui s'avère infatigable.

Cela vient de profond, cela vient de loin, et c'est très politique.

Elle se montre capable de durer pour trois raisons.

Premièrement, elle vient de très profond. Ce sont les grèves et les micro-conflits dans les petites et moyennes entreprises ou les petites unités de production et de distribution, ignorée par médias nationaux et commentateurs depuis des années, qui portent cette vague, rejoints par un secteur de la jeunesse qui aborde la vie consciente et le combat social à travers elle.

Deuxièmement, elle vient de très loin. Ce sont les couches militantes, dans les syndicats particulièrement, qui ont l'expérience de 1995, 2003, 2006 et de la défaite organisée de 2010, qui sont reparties au combat dans ces conditions nouvelles, rencontrant la jeunesse et ressentant la présence latente et la pression pour rejoindre le mouvement général du côté des entreprises, particulièrement dans le grand Ouest.

Troisièmement, en résultat de ces données, c'est une vague plus politique que jamais, précisément parce qu'elle n'a pas de débouché politique, ce qui l'a retardée, et qu'elle veut construire par elle-même son débouché.

Menaçant de défaire le président Hollande et le gouvernement Valls par le retrait de la loi El Khomri, elle conduit à l'ouverture de la crise du régime de la V^e République selon un calendrier social qui ne veut pas correspondre au calendrier institutionnel des élections présidentielles.

Ceci ne signifie pas, évidemment, que les élections présidentielles lui soient indifférentes. Mais qu'il faut les saisir à partir de ce mouvement, et pas autrement. Conditionner la question des présidentielles par une décision préalable de candidature ou par la discussion forcément très confuse et porteuse de confusions sur des « primaires », c'est tourner le dos au mouvement réel.

Le débouché politique et la tache de l'heure.

La vraie question politique centrale est le retrait de la loi El Khomri qui conduit à la défaite totale du gouvernement présent, au vide politique au sommet, susceptible de poser, par cette voie, la question de l'élection d'une assemblée constituante.

Le moment venu, le cas échéant, c'est à partir de là qu'il faut aborder les présidentielles. Au moment présent, l'heure est au combat. **La démocratie, c'est le soutien aux routiers et aux travailleurs du pétrole.**

Cheminots et enseignants.

Deux professions peuvent peser d'un poids particulier dans le soutien au mouvement des routiers et des travailleurs du pétrole, voire sans son extension.

Les cheminots : justement plusieurs de leurs fédérations, CGT en tête, les appellent à des grèves tournantes tous les mercredi et jeudi, après qu'ils aient largement participé aux journées contre la loi El Khomri et fait grève aussi le 26 avril. Là aussi se pose la question du timing : annoncer à l'avance des jours de grève hebdomadaire, est-ce bien

efficace ? Et peut-on sérieusement prétendre que la grève totale « ne peut pas se décréter » si l'on estime en même temps la base capable de répondre en masse à de tels mots d'ordre ?

Chez les cheminots, à la revendication de retrait de la loi El Khomri, qui est celle de tout le salariat et pas seulement des travailleur des entreprises privés directement concernés, s'ajoute la revendication de maintien du « RH0077 », la directive de 1999 qui reproduit l'essentiel du statut des cheminots, statut menacé par la mise en œuvre, voulue par le gouvernement, d'une convention collective entre les syndicats et le patronat du transport ferroviaire. Il s'agit - ce qui est loin d'être formulé clairement par toutes les fédérations - de maintenir ce « RH0077 » dans le décret-socle à paraître, plutôt que de tenter de le maintenir en totalité ou en partie dans la convention collective, ou pire selon les établissements, autrement dit de l'éclater : exactement comme la loi El Khomri veut éclater le code du travail.

Les enseignants : malgré la présence de leur principale fédération, la FSU, dans le front syndical unitaire réclamant le retrait de la loi El Khomri, leur mobilisation est dans l'ensemble assez faible, car ils ont subi des défaites ces dernières années, Hollande ayant maintenu toutes les contre-réformes de Sarkozy et leur ayant rajouté la loi Peillon avec sa réforme dite des « rythmes » scolaires, et des attaques contre les statuts. La prochaine attaque serait la réforme du collège, qui désorganiserait complètement la prochaine rentrée scolaire, contre laquelle la majorité des délégués au congrès national des parents d'élèves FCPE vient, contre la direction de cette organisation, de se prononcer. Justement l'intersyndicale du second degré (tous les syndicats opposés à la réforme du collège, largement majoritaires, sauf le SNALC, lié à la CGC et qui ne veut pas parler de la loi El Khomri) vient d'appeler à lier les deux, loi El Khomri et réforme du collège, dont l'application à la rentrée serait le « 49-3 de l'Éducation nationale ».

C'est judicieux - mais tardif. Il n'empêche qu'une offensive systématique sur ce sujet pourrait accentuer la mobilisation au moins dans les collèges et les écoles. Car réforme du collège et réforme des rythmes conduisant à un éclatement qui, là encore, rejoue la destruction du droit commun que porte la loi El Khomri.

* * *

Nous reproduisons ci-dessous notre chronique du mercredi 18 mai :

Chronique au 18 mai, fin d'après-midi

Parler de tout sauf de la question qui préoccupe tout le monde en France, tel semble être aujourd'hui le mot d'ordre des médias nationaux. Ils parlent, donc : des casseurs, de la manifestation policière, des casseurs, de Macron, des casseurs, de D. Baupin, des casseurs, de Montebourg au mont Beuvray, des casseurs, de M. Valls à Evry, des casseurs, des élections présidentielles, des casseurs, des primaires à droite, des casseurs, des primaires à gauche, des casseurs, de la reprise économique disent-ils, des casseurs, de la baisse du chômage disent-ils, des casseurs ...

Quand à la question qui préoccupe tout le monde, elle est passée sous silence : les grèves de routiers, de cheminots, de travailleurs des transports et des industries chimiques en cours ouvrent-elles une nouvelle phase dans l'affrontement social central

qui domine toute la vie réelle en France depuis maintenant trois mois ? Sont-elles en capacité de réaliser, par le blocage de l'économie, l'équivalent d'une grève générale ?

C'est bien parce que cette question est posée que le président Hollande a inauguré cette « semaine sociale » en déclarant qu'il « ne céderait pas », parce que d'autres gouvernements ont cédé avant lui et que ceci n'était pas bien ! Il vise Juppé, à qui il reproche donc de ne pas avoir imposé les 40 annuités de retraite aux fonctionnaires dès 1995 -ce qui fait justice de sa petite tentative de nous jouer l'air de « au secours la droite » ! - et il vise Chirac, coupable de ne pas avoir promulgué le CPE en 2006. A la suite de Valls, Hollande fait donc savoir qu'il veut essayer d'être plus à droite que la droite.

A cette question il n'y a pas de réponse évidente, faute de volonté dans les sommets confédéraux d'aller à l'affrontement rapide pour gagner, car telle est toujours la question politique. Ce sont les fédérations, FO Transports et Logistique, et CGT Transport et CGT Chimie, qui, ressentant la volonté de leurs militants depuis des semaines, sont à l'initiative. Les manifestations ce mardi se sont tassées : cela ne veut pas dire que la masse se démobilise, mais qu'elle s'économise (à juste titre) et concentre ses forces en observant l'évolution de la situation. Les actions des routiers et des travailleurs du pétrole, ainsi que des dockers, sont, dans le grand Ouest, d'une puissance qui, si on la retrouvait partout, répondrait positivement à la question. Ce sont bien les territoires des grèves bretonnes de 2013, avec des millions de travailleurs dans des PME qui résistent pied à pied dans mille et un conflit généralement non répertoriés car n'allant pas jusqu'à la grève, qui forment la base la plus combative de la poussée présente, différente en cela de celles qui se sont succédées de 1995 à 2010.

Une indication politique significative est en outre donnée par ce qui s'est passé au congrès national des parents d'élèves FCPE ce week-end à Marseille, où, contre la direction déjà mise en minorité l'an dernier, la grande majorité des congressiste s'est prononcée contre l'application forcenée de la « réforme du collège » à la prochaine rentrée scolaire. Bien que ceci soit tardif, l'appel de l'intersyndicale du second degré (avec les syndicats FSU, CGT, FO, SUD et FAEN de l'enseignement) à rejoindre les manifestations interprofessionnelles en portant l'exigence de retrait de cette contre-réforme, qui vise à faire éclater l'offre du service public de formation, bassins par bassins, comme la loi El Khomri vise à faire éclater le code du travail, entreprises par entreprises, va dans le bon sens.

S'il est impossible en ce mercredi soir de dire si ces données auront ou non la force de s'agréger dans les prochains jours en une nouvelle poussée générale conduisant au blocage de l'économie, il est toutefois une chose certaine : le foyer central du désordre est au centre, dans le pouvoir exécutif où chacun, sur l'axe autoritaire fixé depuis la nuit ayant suivi les crimes islamistes du 13 novembre, joue sa propre partition, du président au préfet de Paris.

Ce dernier, Michel Cadot, a joué un bien étrange ballet avec le rassemblement lancé par la ligue d'officiers et de sous-officiers dénommée « Alliance », sur la ligne « Non à la haine envers la police », une organisation qui prétend que la France est envahie par des bandes anarchistes armées qu'elle tend de plus en plus à assimiler à des terroristes.

Il a tenté, ce lundi, un essai menaçant pour les libertés fondamentales : au nom de l'« état d'urgence », qui une fois pour toute ne vise pas et n'a jamais visé Daesh, assigner des interdictions de déplacement à certaines personnes, ne faisant par ailleurs l'objet d'aucune inculpation, condamnation ou mise en examen. Sur 10 victimes, 9 ont en référé obtenu l'annulation de cette mesure dès le lendemain, sans que la 10^e soit pourtant dans une situation différente.

Ce mardi, le même préfet confirmait l'autorisation d'attribuer la place de la République à « Alliance », tout en interdisant au SGP-FO-Police d'y appeler à un rassemblement de manière distincte : le préfet, et sans doute le ministre avec lui, veillait à ce que tout le monde, place Beauveau, soit aligné sur « Alliance », à l'instar de l'UNSA-Police, organisation attachée à son image « républicaine » qui s'est donc retrouvée, ce mercredi, cernée de policiers faisant des selfies avec Marion-Maréchal Le Pen et M. Collard, comme la CGT-Police au niveau fédéral - qu'ils ne viennent pas raconter que ce n'était pas prévisible !

Car ce fut en définitive cela, le message du rassemblement policier. Rien de syndical : une ligne de guerre sociale contre l'ennemi intérieur, sous une rhétorique « républicaine » qui sonne faux. Opportunément, des « totos » aisément manipulables, selon les médias, brûlaient une voiture de police quai Valmy, fournissant le thème médiatique de la soirée. Le préfet avait la veille, à la surprise générale, autorisé une contre-manifestations de collectifs anti-police, puis l'avait interdite le matin ...

En conseil des ministres, Hollande et Valls clamaient leur soutien à la police, et couvraient donc le grand exercice politique de selfies avec Marion-Maréchal Le Pen. L'exécutif prétendument « socialiste » roule pour le FN, on l'avait déjà constaté, mais pas encore dans des délais aussi raccourcis !

D'aucuns se demandent ou est passé l'esprit des manifestations de masse de janvier 2015 contre les crimes islamistes et antisémites. Une chose est sûre : cet esprit n'était pas dans le rassemblement d'« Alliance », bien au contraire (« Alliance » avait d'ailleurs demandé, en 2013, que Charlie Hebdo soit moins protégé !).

L'écrasante majorité des grévistes et des manifestants condamne l'incendie provocateur de la voiture de police quai Valmy et ne souhaite pas faire un mauvais sort aux fonctionnaires de police, mais condamne les violences policières et le désordre systématiquement organisés depuis des semaines par M. Cadot surmonté de M. Cazeneuve, sous couvert de M. Valls nommé par M. Hollande, au bénéfice du FN.

Oui, les rassemblements de 2015 portaient une aspiration démocratique et nationale. Cette aspiration est à présent portée dans la poussée sociale qui s'est affirmée depuis fin février.

La démocratie, c'est le soutien aux chauffeurs routiers, aux dockers et aux travailleurs du pétrole.

Contre la gueuse, François Bergoglio veut une « laïcité saine »

François Bergoglio, dit pape François, monarque du Vatican engagé dans une pérestroïka contre sa propre bureaucratie pour en assurer la survie, a donné une importante interview au journal clérical catholique *La Vie* début mars dernier, après avoir reçu une délégation des « *poissons roses* », groupe chrétien personneliste intervenant dans le PS.

La thématique de cette interview a été reprise et amplifiée pour *La Croix*, le 17 mai dernier, et largement médiatisée, comblant d'aise beaucoup de monde jusqu'à certains secteurs d'extrême-gauche : François Bergoglio y aurait en effet donné une leçon de laïcité à la République française, quel miracle !

La France doit devenir, déclarait l'intelligent jésuite à *la Vie*, un pays « *plus laïc* » (on notera que *La Vie* a bien pris soin d'écrire « *laïc* » et pas « *laïque* » (1)), afin d'avoir une « *laïcité saine* ». C'est donc que la laïcité en France est malsaine, doit-on en conclure. Pour qu'elle soit ainsi purifiée, il lui faut reconnaître « *toutes les formes de transcendance* » - et M. Bergoglio la joue « *ouverture d'esprit sans frontières* » en reconnaissant que même les athées ont une spiritualité, sauf que la question n'est pas là : la laïcité étant affaire d'État, ce qu'il exige en vérité est que l'État reconnaissse « *la transcendance* », autrement dit se mêle de croyances, et cesse donc d'être laïque (et pas « *laïc* »). Cette laïcité « *malsaine* » résulte de la « *philosophie des lumières* » qui prenait les religions pour des « *sous-cultures* ». Sous couvert de défense du caractère culturel des religions, nous avons affaire ici à la revendication, pas neuve du tout, de reconnaissance publique, étatique, des religions.

Dans *la Croix* en mai, même contenu, mais des formules plus édulcorées. F. Bergoglio ne parle pas ici de « *laïcité saine* », mais explique que « *la France* » « *exagère* ». Il se prononce contre un « *État confessionnel* » mais pour une « *solide loi garantissant la liberté religieuse* », affirmant donc l'existence d'une liberté spécifiquement religieuse, distincte de la liberté de conscience et de la liberté des cultes.

Toute une série de bonnes âmes, jusqu'à des gens d'extrême-gauche inclus, férus de leur docte ignorance, découvrent avec componction que M. Bergoglio serait sur la ligne de Millerand, voire de Jaurès, dans le vrai esprit de la loi de 1905, qui pourtant comporte en toutes lettres ces mots : la République ne reconnaît, ne finance ni ne subventionne aucun culte.

Mais on comprend leur enthousiasme. C'est la ligne de J.L. Bianco, responsable du très officiel Observatoire de la laïcité, que l'on cherche à faire passer pour un nid de subversion persécuté par le premier ministre, que F. Bergoglio a pleinement exposée. Ligne qui prétend que la laïcité consiste dans le fait que l'État protège les religions et les laisse proliférer à leur gré dans la vie privée comme dans l'espace public, protégeant cette prolifération et cette mainmise. C'était là, par exemple, le seul contenu de la première mouture de l'extraordinairement vide motion « *laïcité* » qui fut soumise au récent congrès national de la FSU, largement amendée par le congrès sans que le problème politique de fond ne soit tranché.

Cette soi-disant « *laïcité saine* », puisque telle est maintenant son appellation consacrée, labellisée au Vatican, c'est donc un État qui protège, reconnaît, et éventuellement subventionne, toutes les religions, *et tout du moins qui interdit qu'on s'oppose à leur occupation de l'espace public comme à leur ingérence liberticide dans la vie privée*.

A la protection des individus et des citoyens, les partisans de la laïcité a minima, labellisée « *saine* » par le Vatican, opposent la protection des communautés officiellement reconnues, et au combat pour des individus instruits, responsables et armés, ils opposent l'apologie de consommateurs « libres de leurs choix ».

Intervient ici la phrase de F. Bergoglio, dans l'interview de mai à *la Croix*, sur le fait qu'il faut cesser, en France, d'empêcher des femmes musulmanes de mettre un voile. Il n'a pas et n'a jamais eu la moindre phrase pour défendre les femmes contraintes à le porter par des États sous menace de viol, lapidation et vitriolisation, ni pour celles que les militants salafistes et les hommes de la famille tiennent sous la contrainte y compris en France, mais il accrédite cette croyance gauchiste et anglo-saxonne, digne des mythes sur les « nazis ukrainiens », selon laquelle en France les femmes musulmanes seraient pourchassées.

En sachant très bien ce qu'il fait là : les musulmans, plus précisément les salafistes (et la petite frange faussement gauchiste qui défend le « voile individuellement et librement choisi »), apparaissent là, du point de vue de la lutte des classes en France, pour ce qu'ils sont : l'arbre qui cherche à cacher la forêt, catholique, le poisson-pilote de la vieille force traditionnelle, catholique.

C'est d'ailleurs pourquoi il n'est pas non plus le moins du monde fortuit que l'autre annonce médiatique de F. Bergoglio concernant la France ait été délivrée au bon peuple des Gaules dans le même entretien journalistique à *la Croix* : il assure que M. Barbarin doit rester évêque de Lyon, cardinal et primat des Gaules.

Il intervient ainsi dans une discussion interne à l'Église catholique, mais dans laquelle l'État s'est immiscé, chose que M. Bergoglio ne critique en l'occurrence pas !

M. Valls avait en effet suggéré la démission du prélat, se mêlant de manière parfaitement anti-laïque des affaires internes de l'Église, mais de façon logique de son point de vue à lui, qui n'est pas laïque, mais concordataire. M. Colomb, maire de Lyon, défend par contre « son » évêque !

Et pendant que ces messieurs débattent, la vraie question politique, indépendante du libre choix par l'Église de ses dignitaires qui ne concerne en effet qu'elle-même, la vraie question de l'intervention nécessaire de l'État pour que justice soit rendue et pour assurer, garantir, la protection des enfants confiés à l'Église se présentant comme institution éducative ou formatrice, cette question est noyée dans la confusion.

Car en effet, la « *laïcité saine* » à la Bergoglio ou à la Bianco, conduit à faire en sorte que pas plus qu'il ne faut apporter des limites au port du voile religieux, il n'y a à intervenir dans les relations entre curés et enfants, si ce n'est, et encore, après coup !

Rendons grâce à François Bergoglio : les choses sont maintenant claires, c'est lui le leader, de la vieille droite comme de la deuxième gauche (voire de la deuxième

extrême-gauche !) engagée dans le combat contre « la République » (pas contre la V^e République, mais contre la République en général) et contre « le jacobinisme » - « la gueuse », comme on disait autrefois.

A la saine et sainte laïcité, opposons la seule laïcité, celle de la gueuse !

(1) « *laïc* » signifie : membre du peuple de Dieu, l'Église, non ordonné prêtre. « *laïque* » : partisan de la laïcité. Un État « *laïc* », en toute rigueur, n'existe pas, mais est un État clérical. Un État « *laïque* » ne reconnaît, ne finance et ne subventionne aucun culte, protège par la même la liberté de conscience de toutes et de tous et du coup la liberté des cultes, et intervient lorsque ceux-ci menacent l'ordre public ou la liberté individuelle, y compris dans la vie privée, imposant par exemple une école publique pour tous avec un enseignement laïque.

Quand Vidalies et Valls se contredisent

La brève du dimanche midi

La déclaration d'Alain Vidalies, secrétaire d'État aux Transports, selon laquelle les routiers resteront de toutes façons à des heures sup' payées au moins 25% et non 10% comme le permet la loi El Khomri, contredit sur le fond cette dernière. Elle revient à concéder une première exception à l'inversion de la hiérarchie des normes, qui est le but fondamental de cette loi. C'est donc une brèche arrachée par la poussée gréviste, le succès du 19 mai et la peur devant les grèves dans les raffineries. Si le mouvement recule maintenant, cette brèche deviendra une arnaque. Ce que vient de confirmer Valls qui, contredisant Vidalies, a déclaré que chez les routiers aussi un accord d'entreprise permettra de baisser les heures supp'. Il faut élargir cette brèche en exigeant encore plus fortement et massivement, dans l'unité, le retrait total de ce projet de loi.

La dernière minute de 20H

A. Vidalies se déclare "surpris" que les transporteurs routiers CGT et FO appellent à continuer les barrages au delà de son annonce sur la "garantie" des heures sup' payées 25%. Cela voudrait dire qu'ils se battent pour "autre chose" que leur intérêt corporatif. Et ce serait donc très vilain.

A part qu'A. Vidalies joue au nigaud car, évidemment, il sait très bien que l'objectif du mouvement des routiers est le retrait de la loi El Khomri et que c'est d'ailleurs pour cela qu'il a commencé à céder sur les heures sup', qu'en jouant ainsi au nigaud, il tente de masquer la brèche dans l'inversion de la hiérarchie des normes que routiers et travailleurs des raffineries ont commencé à ouvrir dans la perspective du retrait total de ce projet de loi, outre tout cela donc, les propos d'A. Vidalies sont gravement symptomatiques de la dérive dans laquelle est embarqué ce gouvernement.

Car la dénonciation des grèves ayant d'autres objectifs que des revendications strictement limitées à la branche concernée, la dénonciation comme complot malfaisant des mouvements d'ensemble de la classe ouvrière et des grèves de solidarité, a constitué le fondement du thatchérisme au début des années 1980.

Qu'un poperéniste historique en arrive à tenir de tels propos en dit tristement long sur la dérive néo du gouvernement auquel il appartient ...

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- **Envoyez nous critiques et contributions.**

Pub militante :

LIQUIDATION, le film sur la lutte des GOODYEAR ... enfin disponible !!!

Vous pouvez commander le DVD en cliquant sur le lien ci-dessous :



LIQUIDATION UN FILM DE MOURAD LAFFITTE

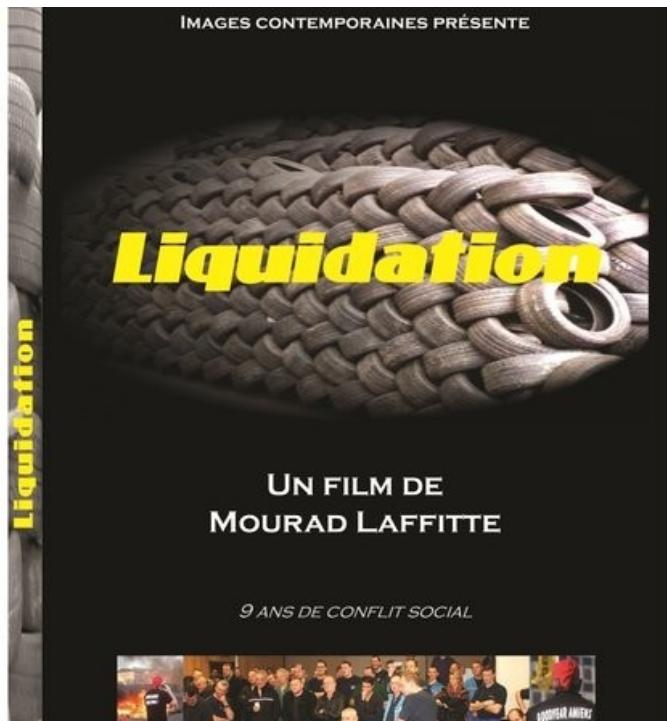
Montage : Francine Lemaître
Mixage son : Jean-Barthélemy Velay
Musique : Boris Pelosof
HK et les saltimbanks
Directrice production : Laurence Karsznia
Documentaire 52 min
Images contemporaines © 2016
<http://images-contemporaines.com>
contact@images-contemporaines.com

Fruit d'une longue enquête, ce film documentaire est avant tout le temps de la réflexion. Mourad Laffitte revient sur la lutte des ouvriers de l'usine Goodyear Amiens-Nord pour défendre leurs emplois. Une véritable plongée au cœur de ce conflit loin des discours et des images qui criminalisent et condamnent de manière hâtive.

Durant 9 ans, le réalisateur a accompagné les ouvriers tout au long de leur lutte - grèves, blocages d'usine, tribunaux, manifestations, réunions, comités de soutien - réalisant ainsi près de 11 000 photos et des centaines d'heures d'entretiens et d'images.

Dans le même temps, il met en parallèle le combat mené par 1200 ouvriers d'une usine Continental, située à 80 km d'Amiens. Dans un cas comme dans l'autre, malgré l'invalidation de plusieurs plans sociaux par les tribunaux et des bénéfices colossaux, ces 2 multinationales ont délocalisé leur production, mettant sur le carreau 2500 ouvriers.

Ce documentaire, tel un ciné-tract, donne à voir et permet de comprendre les stratégies économiques qui se jouent réellement derrière la façade d'une crise prétendue, ainsi que le cynisme et l'arrogance d'une multinationale avec lesquels elle anéantit la vie des salariés pour toujours plus de profits.



<http://images-contemporaines.com/notre-boutique/liquidation-de-mourad-laffitte/>